

Travailler moins, gagner plus: les idées du LSAP font débat

LUXEMBOURG Les socialistes ont délivré hier des propositions sur le monde du travail.

«Le but est que chacun puisse vivre décemment avec son salaire», a lancé hier Georges Engel, président du LSAP. Les socialistes proposent «une augmentation du salaire minimum de 200 euros», en deux

temps. Les syndicats OGBL et LCGB revendiquent un bond de 300 euros.

L'ancien ministre du Travail est persuadé que «tous les salaires en profiteraient». Le gouvernement a annoncé une hausse de 170 euros le 1^{er} janvier prochain, en intégrant l'indexation des salaires attendue d'ici l'été et la prochaine révision des paramètres sociaux. Le député Claude Haa-

gen préconise «un ajustement tous les ans et non plus tous les deux ans».

Les socialistes demandent aussi «une sixième semaine de congés payés» dans l'année, soit quatre jours de plus qu'actuellement. «Le travail est un tout, il faut d'abord créer de bons emplois, stables et intéressants, avant de parler d'augmenter les salaires», réagit la députée Corinne Cahen

(DP). Elle craint que ces idées reviennent à «mettre la charrie avant les bœufs».

Le LSAP met en avant l'argument de l'attractivité, de meilleures conditions de travail pouvant faire venir plus de personnes de la Grande Région. «La tendance à la réduction du temps moyen de travail existe depuis quelques années, avec le jour de congés et le férié en plus en 2019», analyse Vincent Hein, directeur de la Fondation Idea. L'attractivité ne passe selon lui pas spécialement par les salaires, «déjà plus élevés que dans les pays voisins». Mais plutôt par «la réduction des temps de trajet». Les socialistes insistent sur la nécessité de s'adapter aux nouvelles formes de travail. «Seulement un tiers des personnes travaillent 40 heures sur un rythme normal en CDI. Les autres travaillent la nuit, le week-end, avec des horaires décalés», relève Georges Engel. JOSEPH GAULIER



Les salaires sont au centre de débats actuellement.

Mieux que dans les pays voisins

Le salaire minimum luxembourgeois s'établit à 2 703,74 euros par mois, et à 3 244,48 euros pour les personnes qualifiées. L'écart est important par rapport à la France, qui propose 1 823,03 euros pour un temps plein de 35 heures par semaine. La Belgique et l'Allemagne se trouvent entre les deux, à 2 189,81 euros et 2 410 euros mensuels.